



PRÉFET DE LA VIENNE

Préfecture  
Direction des Relations avec les Collectivités Locales  
Et des Affaires Juridiques  
Bureau de l'Utilité Publique  
Et des Procédures Environnementales

**Arrêté n° 2015-DRCLAJ/BUPPE- 063**

en date du 3 mars 2015

portant création de la commission de suivi de site dans le cadre du fonctionnement d'une Unité de Valorisation Énergétique exploitée par SETRAD sur la commune de Poitiers

La Préfète de la Région Poitou-Charentes,  
Préfète de la Vienne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

**VU** le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.125-2, L.125-2-1, L. 515-8 et R.125-8-1 à R.125-8-5 et D.125-29 à D.125-34 ;

**VU** la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et notamment son article 247 ;

**VU** le décret n°2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

**VU** le décret n°2012-189 du 7 février 2012 relatif aux commissions de suivi de site modifiant le code de l'environnement (partie réglementaire) ;

**VU** l'arrêté n°82-D1/B2-362 en date du 6 décembre 1982 autorisant Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Poitiers à exploiter, sous certaines conditions, au lieu-dit « Le Haut Bois », Saint-Eloi, commune de Poitiers, une usine d'incinération d'ordures ménagères, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement complété par arrêté n°2004-D2/B3-197 en date du 2 août 2004;

**VU** l'arrêté n° 2014-SG-SCAADE-134 en date du 20 octobre 2014 donnant délégation de signature à M. Serge BIDEAU sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

**VU** les désignations des organismes consultés ;

**CONSIDERANT** les nuisances, dangers et inconvénients susceptibles d'être présentés par l'exploitation d'une usine d'incinération d'ordures ménagères par la société SETRAD et l'intérêt qu'il y a de mettre en place une commission de suivi de site en raison de son implantation sur la commune de Poitiers;

**CONSIDERANT** que les installations de la société SETRAD figurent sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> : Périmètre de la commission**

Il est créé une commission de suivi de site, prévue à l'article L.125-2-1 du code de l'environnement, autour de l'Unité de valorisation énergétique exploités par la Société SETRAD, sise sur la commune de Poitiers, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation en vertu de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 1982.

## **Article 2 : Mission**

La commission a pour mission de :

- Créer entre les différents représentants des collèges un cadre d'échange et d'information sur les actions menées, sous le contrôle des pouvoirs publics, par les exploitants des installations classées en vue de prévenir les risques d'atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'Environnement;
- Suivre l'activité des installations classées pour lesquelles elle a été créée, que ce soit lors de leur création, de leur exploitation ou de leur cessation d'activité;
- Promouvoir pour ces installations l'information du public sur la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1.

Elle est tenue régulièrement informée :

- Des décisions individuelles dont ces installations font l'objet, en application des dispositions législatives du titre 1er du livre V du code de l'environnement;
- Des incidents et accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de ces installations, et notamment de ceux mentionnés à l'article R.512-69 du code de l'environnement;
- Des éléments contenus dans le bilan mentionné à l'article D.125-34 du code de l'environnement et décrit à l'article 7 du présent arrêté relatif au bilan;
- Des projets de modification ou d'extension des installations par l'exploitant, le plus en amont possible;
- Du rapport environnemental de la société ou du groupe auquel appartient l'exploitant de l'installation, lorsqu'il existe.

La commission est destinataire des rapports d'analyse critique réalisés en application de l'article R.512-7 du code de l'environnement relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

La commission peut émettre des observations sur les documents réalisés par l'exploitant et les pouvoirs publics en vue d'informer les citoyens sur les risques auxquels ils sont exposés.

Elle peut demander des informations sur les accidents dont les conséquences sont perceptibles à l'extérieur du site.

Le président est destinataire du rapport d'évaluation prévu par l'article L 515-26 du code de l'environnement.

Sont exclues du cadre d'échange et des éléments à porter à la connaissance de la commission, les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication, ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance.

## **Article 3 : Fonctionnement**

Les membres de la commission sont nommés pour une durée de cinq ans.

Chaque membre peut mandater un des membres de la commission pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions de la commission. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

Tout membre qui perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire. Il est remplacé dans les meilleurs délais. Lorsqu'un membre de la commission doit être remplacé avant l'échéance normale de son mandat, son successeur est nommé pour la période restant à courir.

Le président de la commission de suivi de site, sur proposition de la commission, est nommé par Madame la Préfète ou son représentant, lors de la première réunion.

La commission comporte un bureau composé du président et d'un représentant par collège désigné par les membres de chacun des collèges lors de la tenue de la première réunion de la CSS.

#### **Article 4 : Composition de la commission**

La Commission de Suivi de Site (CSS) visée à l'article 1 est composée de membres répartis en cinq collèges :

##### **Collège " Administrations de l'État " :**

- La Préfète du département de la Vienne ou son représentant
- Le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du logement ou son représentant inspecteur de l'environnement,

##### **Collège "Élus des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale concernés" :**

- Mme Florence JARDIN, Vice-Président de Grand Poitiers et M. Patrick CORONAS, Vice-président de Grand Poitiers son suppléant,
- M. Alain PICHON, Conseiller Général

##### **Collège " Riverains de l'installation classée pour laquelle la commission a été créée ou association de protection de l'environnement dont l'objet couvre tout ou partie de la zone géographique pour laquelle la commission a été créée" :**

- association Vienne Nature,
- association Poitou-Charentes Nature,

##### **Collège " Exploitants " de l'installation classée pour laquelle la commission a été créée ou organismes professionnels la représentant:**

- M. Yvonnick HOUI, responsable maintenance SETRAD,
- M. Cédric MARIN, Directeur d'usine SETRAD

##### **Collège " Salariés " de l'installation classée pour laquelle la commission a été créée :**

###### **Titulaires**

- M. Saïd KAMAL, représentant CFTC
- M. Yahya KHAYE, représentant CFTC

#### **Article 5 : Vote**

Les règles de fonctionnement de la commission de suivi de site sont fixées de telle manière que chacun des cinq collèges mentionnés à l'article 4 y bénéficie du même poids dans la prise de décision. Le vote, lorsqu'il est requis, se fait par collège. Chaque collège dispose de 2 voix. Lorsqu'un collège vote de manière unanime, son vote compte pour 2 voix. Si des membres d'un collège expriment des avis divergents, le décompte des voix du collège est partagé entre ses possibilités de vote selon les membres présents pour le total des 2 voix, chaque mandat valant une présence.

En cas d'absence de la totalité des membres d'un collège, il n'est pas tenu compte des voix de ce collège.

Les décisions et avis sont acquis à la majorité des voix exprimées, abstentions exclues.

## **Article 6 : Réunions**

La commission se réunit une fois par an ou sur demande d'au moins trois membres du bureau.

L'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau. L'inscription à l'ordre du jour d'une demande d'avis au titre de l'article D.125-31 du code de l'environnement est de droit.

Le secrétariat est assuré par la préfecture de Poitiers.

Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit la commission, y compris par voie électronique.

La commission met à l'issue de ses réunions à la disposition du public un bilan de ses actions et les thèmes des prochains débats.

Les réunions de la commission peuvent être ouvertes au public sur décision du bureau.

## **Article 7 : Bilan**

L'exploitant d'une installation visée à l'article D.125-29 du code de l'environnement adresse une fois par an, au moins 15 jours avant la réunion annuelle, à la commission, un bilan qui comprend en particulier :

- les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût,
- le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel pris en application de l'article R.512-6 du CE,
- les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article R.512-69 du CE ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte,
- le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques.

Ce bilan sera également transmis sous format numérique.

En outre, l'exploitant fournit la liste des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement, depuis son autorisation initiale.

Les collectivités territoriales membres de la commission informent la commission des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour des dites installations.

## **Article 8 : Recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne, et fera l'objet d'un affichage en mairie de la commune du Vigeant pendant un mois.

## **Article 10 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Vienne est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux membres de la commission de suivi de site.

Fait à Poitiers le, 3 mars 2015

Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Serge BIDEAU